

Chômeurs en Algérie : l'arrogance et

Les sans-emploi sont en première ligne de la contestation sociale quasi permanente en Algérie. Certains désespérés fuient le pays en barque. Des centaines d'autres préfèrent s'immoler par le feu.

Aïda Allouache (CSCE)

L'Algérie, pays grand comme cinq fois la France. Alors que 70 % des Algériens ont moins de trente ans, le gouvernement se compose essentiellement de plus de soixante ans. Un régime de vieux assis sur une population jeune. Une gérontocratie dirigée par une poignée de généraux et de responsables des services de renseignements « accrochés au pouvoir depuis l'indépendance et réfractaires à tout changement, au point d'enfoncer le pays dans un état de léthargie et au bord de l'implosion ». (1) L'actuel président Abdelaziz Bouteflika, 76 ans,

Cette abondante manne financière ne profite qu'à une petite minorité de nantis. Une nomenclatura issue de l'armée et de l'ancien parti unique, le Front de libération nationale (FLN), ainsi que de leurs clientèles respectives. Le FLN avait lancé en 1954 la guerre de libération contre l'occupation coloniale française. Il est resté le parti unique de 1962 à 1989, année qui ouvre le champ politique algérien aux autres obédiences et partis interdits auparavant.

Dans les faits, le pays n'est sorti de la dictature des militaires ou du parti unique que pour tomber dans

rien lambda, sans réel pouvoir d'achat, n'a pas accès à ces denrées, poursuit le Dr Boudarène. C'est ainsi qu'un nombre sans cesse grandissant de familles vit en dessous du seuil de pauvreté et que de plus en plus de personnes s'enfoncent dans une "extrême pauvreté", vocable utilisé par les Nations Unies pour désigner la misère. »

Pour ceux qui travaillent, les revenus sont insignifiants. Le salaire national minimum garanti est de 18.000 dinars bruts par mois (environ 170 euros). C'est le plus faible des pays du Maghreb. De plus, l'inflation galopante appauvrit inexorablement. Laminée, la classe moyenne a quasi disparu.

Le règne de la débrouille

La grande majorité des 38 millions d'Algériens est pourtant en âge de travailler. Encore faudrait-il des emplois en suffisance. Un chômage endémique frappe tant les jeunes sans formation que les diplômés de l'enseignement supérieur. (4) Des millions de chômeurs se débrouillent pour vivoter grâce à l'économie informelle : vente de tout et n'importe quoi à la sauvette, gardiennage de parking autoproclamé pour quelques pièces. La délinquance et les bandes organisées d'une rare violence se développent d'une manière inédite. Quant au taux de chômage officiel de 10 %, d'aucuns pensent qu'on peut allégrement le multiplier par trois. Le climat social délétère conjugue sans relâche émeutes populaires et répression.

Toutes les régions du pays sont touchées par le mécontentement et les protestations sociales, qui vont de la Kabylie, traditionnellement aux avants – postes de la contestation politique depuis 1980, à bon nombre de villes du sud aux riches réserves pétrolières.

La protesta

En première ligne de la « protesta » sociale se massent les chômeurs, sous la bannière de la Coordination

Le salaire national minimum garanti par mois est d'environ 170 euros. C'est le plus faible des pays du Maghreb.

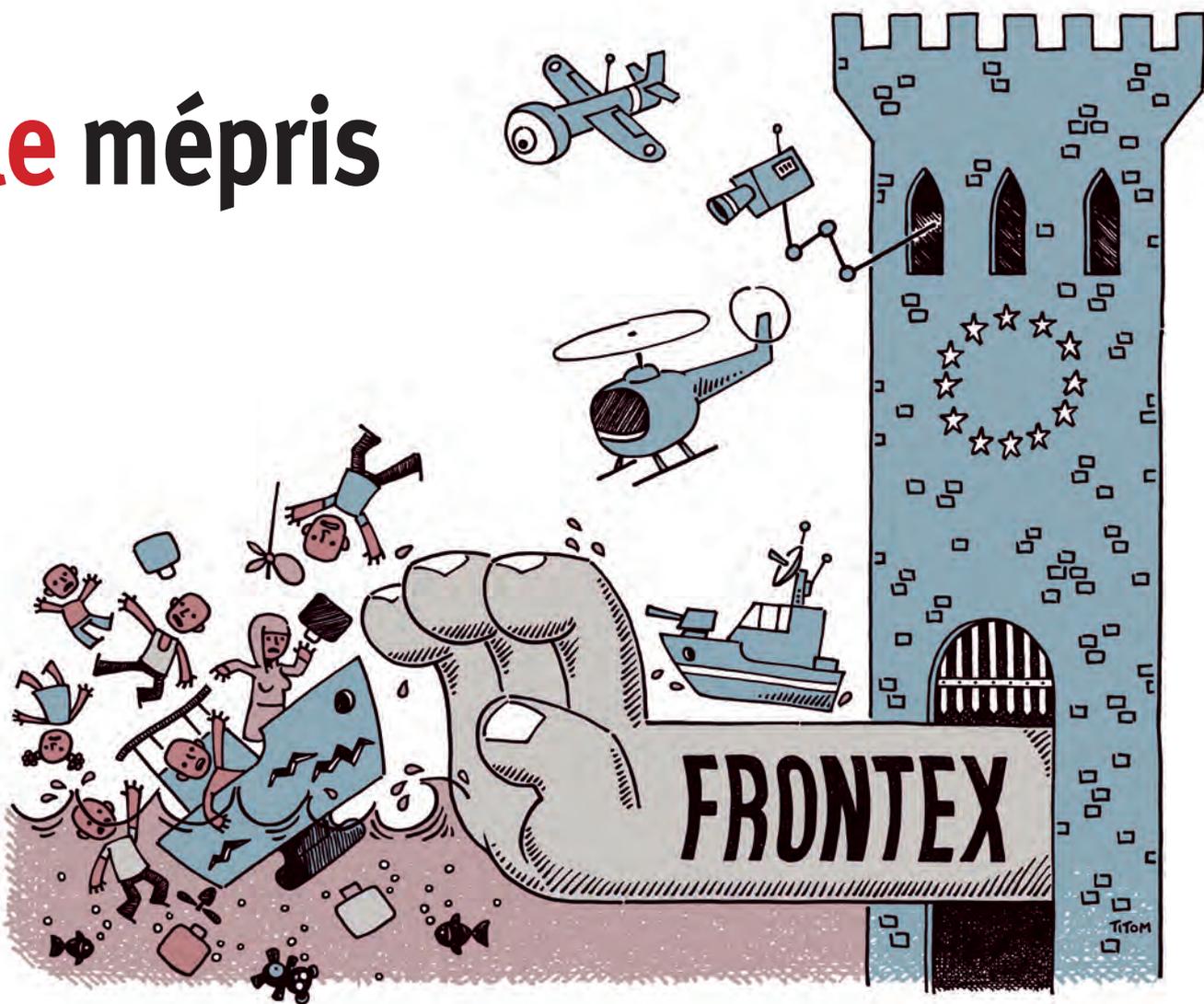
se représentera pour un 4^e mandat en avril 2014. Pourtant, il se remet à peine d'un grave accident vasculaire cérébral, qui lui a valu l'an dernier deux mois d'hospitalisation en France. Rétabli ? Au vu de ses très rares apparitions publiques et encore plus rares tenues du conseil des ministres, le président semble avoir du mal à bouger, voire à parler.

Ce grabataire règne pourtant sur un pays grand et riche. L'Algérie possède d'importantes réserves de changes : 190 milliards de dollars. (2) Ce qui lui permet de se positionner en créancier du système financier international, dont le FMI. Avec 173 tonnes d'or en 2012, il se classe à la 24^e place des pays détenteurs de réserves officielles en or. Il pointe ainsi en 11^e position, juste derrière l'Allemagne et devant France, l'Italie et le Royaume-Uni.

une république démocratique de façade. « *Quelles que soient les élections dans ce pays, ce sont toujours les candidats adoubés par les militaires et le fameux cabinet noir – véritable lieu du pouvoir opaque et toujours secret – qui l'emportent* », explique le psychiatre Mahmoud Boudarène, opposant politique. (3) Aussi, pour beaucoup d'Algériens, aller voter ne sert plus à rien dans un contexte où les fraudes et les bourrages d'urnes hérités du temps colonial parasitent toujours les élections.

Pour maintenir une relative paix sociale, l'État continue à soutenir certains produits de première nécessité, mais le reste du coût de la vie peut s'aligner sur les pays d'Europe. C'est le cas notamment des prix des viandes, du poisson, des fruits et légumes, des vêtements. « *L'Algé-*

le mépris



nationale de défense des droits des chômeurs. Un CNDDC qui avait décrété le 28 septembre 2013 « journée de la colère », afin de dénoncer les promesses bafouées par le gouvernement algérien. Le coordinateur de ce mouvement, Tahar Bélabbès, collectionne les arrestations, tabassages et citations en justice, tout comme certains militants de la Ligue des droits humains, tel Yassine Saïd. (5) Les syndicats, inféodés au système politique, ne défendent pas les travailleurs licenciés, encore moins les chômeurs poursuivis en justice. Ces derniers se sont organisés de façon autonome en dehors des rouages du pouvoir. Ils dénoncent « la grave répression subie par les militants et les activistes du mouvement des chômeurs, menée par les services de sécurité sous forme de persécutions et poursuites constantes ». (6)

Harragas, les brûleurs

Laissés-pour-compte dans un système politique particulièrement méprisant pour les populations défavorisées, beaucoup de jeunes chômeurs rêvent d'Europe. *Harrag*, mot arabe maghrébin, signifie brûler. D'où le nom de *harragas* donné aux migrants qui brûlent leurs papiers pour ne pas être renvoyés dans leur pays. S'ils sont pris par les garde-côte ou la police, ils peuvent ainsi mentir sur leur origine. Les *harragas* traversent la mer à partir de Mostaganem ou d'Annaba. Depuis quelques années, ils sont des milliers à prendre le risque de couler dans ces barques qui ne font la fortune que des passeurs et trafiquants d'être humains. Les *harragas* brûlent la mer, les frontières, leur passé. Derrière cet exil forcé se cache la misère et surtout le mépris ressenti par tant de jeunes Algériens de la part d'une société qui ne leur offre aucune

perspective de travail ni d'évolution dans la vie, hormis la fréquentation des mosquées. Pour ces jeunes qui défient l'immense cimetière marin qu'est devenue la Méditerranée, la *harga* est un cri de désespoir, peut-être, mais surtout un espoir, celui d'exister. Comme d'autres damnés du Maghreb, ces jeunes veulent rejoindre les côtes andalouses, Gibraltar, la Sicile, les Canaries, les enclaves espagnoles de Ceuta et Melilla, l'île de Lampedusa ou encore Malte. L'Europe.

Un paradis aux couleurs d'enfer

Mais les rêves des chanceux qui réussissent la traversée se transforment souvent en cauchemar. Loin de l'éden espéré, ils viennent grossir les rangs des sans-papiers et des clandestins. « Arrivés en Europe, raconte Virginie Lydie, quand ils ne sont pas morts en ↗

seules quelques images ont filtré sur Internet. « *Cela s'est embrasé plusieurs fois, plusieurs jours de suite, mais les autorités on étouffé l'affaire. Ils ont bloqué les routes autour de la ville et la voix des manifestants s'est tue* », explique tristement sa sœur. Elle nomme ouvertement le meurtrier d'Hicham : la *hogra*, le mépris généralisé chez les policiers et l'ensemble des autorités. Dans un pays où le pétrole rapporte 70 milliards de dollars par an, seule la presse privée effectue le décompte macabre des suicides par le feu. Les émeutes, systématiques, sont réprimées. En Tunisie, l'immolation de Mohamed Bouazizi avait enflammé le pays, carbonisant en retour le régime de Ben Ali. En Algérie, depuis dix ans qu'elles durent, les immolations en places publiques n'ont produit jusqu'ici que quelques images et vidéos amateurs sur le Web. Pendant ce temps, plus de trois millions d'Algériens survivent dans des bidonvilles, des enfants croupissent dans les déchetteries, comme celle de Aïn Smar à Alger.

Le calvaire des rescapés

Hamidou a vingt-six ans. Il a survécu à son immolation. Tout son corps a été brûlé, parfois au 3^e degré. Sauf ses yeux. Il vit aussi dans un bidonville, près de Mostaganem, une ville en bord de Méditerranée. « *Quand je me suis vu enflammé, je me suis évanoui*, raconte-t-il dans le film de Jean Rémi. *À l'hôpital, j'ai sombré dans une sorte de coma pendant deux semaines.* » Sa famille s'entasse dans une pièce unique dans un taudis. Une promiscuité banale en Algérie. À Mostaganem, les immolations sont courantes : seize en 2011 et quatre début 2012, d'après la Ligue des droits de l'homme. Aucun des jeunes de ce quartier ne travaille, car là-bas « *tout marche au piston. Pas de piston, pas de travail, déclare un jeune dans le même film. Si tu veux vendre des chaussettes au bord du trottoir, la police te fait dégager. On ne nous laisse pas nous débrouiller pour survivre* ». Récapper d'une immolation annonce le début d'un long calvaire. À Chelef, depuis trois ans, Aïcha maintient son mari Mohamed en vie grâce à une recette de cuisine à base de cire d'abeille et d'huile d'olive. Elle prépare deux fois par semaine cette crème qui coûte

une fortune : l'équivalent de cent euros tous les quatre jours, payés par les revenus du père avec l'aide de voisins et de bonnes gens solidaires. À vingt-huit ans, Mohamed ne peut plus bouger et souffre continuellement. Sa femme et sa mère le couvrent de pommade tous les jours. Là aussi, aucune aide de l'État.

Maladie mentale... ou sociétale ?

Quand les autorités algériennes sortent de leur mutisme, c'est pour dépeindre les immolés comme des malades mentaux. La famille de Rachid soutient pourtant qu'il ne souffrait d'aucun trouble mental. Ses amis ont assuré que seul le chômage était la cause de son suicide. Rachid ? Un jeune homme de vingt-trois ans qui s'était aspergé de cinq litres d'essence avant de se buter le feu à Bejaïa. Transporté d'urgence à l'hôpital de Sétif à l'Est d'Alger, il est décédé sur place. En décembre 2013, Kamel Falek, 30 ans, a lui aussi voulu s'immoler, du haut du mur du siège de la sûreté urbaine d'El Mehmel, commune située à sept kilomètres de la ville de Khenchela. En s'aspergeant d'essence et en se mettant le feu avec un briquet, Kamel entendait également protester contre la situation de précarité dans laquelle il se trouvait, rapportait l'agence AFP. Il s'agissait du quatrième cas similaire devant un siège dépendant des services de la sûreté de Khenchela depuis le mois d'août dernier.

Silence, on brûle

Parmi les 889 tentatives de suicide enregistrées ces cinq dernières années dans le département de Tizi Ouzou, en Kabylie, 355 cas, soit 40 %, sont le fait de chômeurs âgés de vingt à quarante ans. (10) La télévision et les autres médias étatiques taisent ces drames. Motus et bouche cousue devant ces torches humaines. En décrétant que l'immolation de maladie mentale, l'État discrédite ce geste de protestation ultime, mais surtout lui nie toute portée politique. Une tac-

tique des nantis au pouvoir pour se dédouaner et rejeter la faute sur la victime.

La multiplication des cas d'immolation ressemble à une pathologie sociale, celle d'une société autoritaire et dictatoriale. Là où la souffrance, le chômage, la misère n'arrivent plus à se faire entendre aux oreilles officielles, cette ultime et horrible forme de protestation reste l'une des seules qui permettent aux exclus et aux opprimés d'exister dans l'espace public. Quitte à en mourir. □



1. http://www.nytimes.com/2013/11/09/world/africa/politically-adrift-algeria-clings-to-its-old-ways.html?_r=1 &
2. <http://www.algerie-focus.com/blog/2013/04/letat-algerien-grand-thesaurisateur-et-mauvais-gestionnaire-par-hassan-haddouche/>
3. <http://docteurboudarene.unblog.fr/>
4. <http://www.algerie360.com/algerie/le-chomage-en-algerie-les-jeunes-une-veritable-bombe-a-retardement/>
5. <http://www.yacinezaïd.org/2009/12/poursuivi-dans-7-affaires-de-justice.html>
6. <http://www.elwatanproject.com/2013/09/17/les-chomeurs-ne-lachent-pas/>
7. Virginie Lydie, *Traversée interdite, les harragas face à l'Europe forteresse*, éditions Le passager clandestin, février 2011.
8. <http://elharraga.wordpress.com/source/>
9. <http://www.youtube.com/watch?v=Qg5m3XhYrTs>
10. <http://blogs.mediapart.fr/blog/rachid-barbouch/091213/algerie-un-jeune-simmole-par-le-feu-khenchela/>